



8 février 2007



Gagnons ensemble et dans l'action !

Depuis plusieurs années au MINEFI, comme dans nos deux directions DGI et DGCP, la situation ne cesse de se détériorer avec la mise en œuvre de politiques libérales qui remet en cause le fondement même de nos missions. Les conséquences sur les conditions de travail des personnels et sur le service public sont catastrophiques .

Les personnels sont confrontés à des choix politiques de plus en plus régressifs avec :

- Des suppressions massives d'emplois en 5 ans plus de 5000 à la DGI et plus de 3500 à la DGCP
- Des restructurations de l'ensemble des unités de travail finances, rurales, périurbaines et urbaines
- Des fermetures de sites « non rentables »
- L'implantation d'Hôtel des Finances sans concertation et sans prendre en compte les besoins de proximité des usagers
- Le transfert de missions d'une direction à l'autre (Domaines, Impôt sur les Sociétés, Taxe sur les salaires)
- La mise en place d'un Interlocuteur Fiscal Unique (entreprises et particuliers) avec pour seul objectif la baisse du coût de gestion de l'impôt

- La généralisation de l'accueil commun avec la remise en cause du principe de séparation assiette/recouvrement
- La dégradation quotidienne des conditions de travail avec notamment une dictature des objectifs et des indicateurs qui crée une souffrance supplémentaire au travail
- Des attaques des droits et garanties collectives (réforme de la notation et ses conséquences sur l'avancement, individualisation d'une partie des rémunérations...)
- Une perte de pouvoir d'achat

Depuis le dernier trimestre 2006, les personnels avec les organisations syndicales à la DGI et à la DGCP ont exprimé leur malaise et leur colère avec une forte participation à des semaines d'action et des journées de grève.

A cette mobilisation, aucune réponse concrète n'a été apportée. Pire, l'annonce de discussion dans nos directions autour du bilan de réformes déjà achevées montre bien le mépris avec lequel le ministère traite les revendications des personnels.

Renforcer et développer nos missions, c'est là notre objectif ! Mais cela ne se fera pas sans la prise en compte des revendications des personnels et sans une réponse adaptée aux besoins des populations !

La mobilisation doit donc se poursuivre et s'accroître pour inverser les choix au ministère et dans nos directions.

C'est pourquoi, le SNADGI CGT et le SNT CGT appellent tous les agents à s'inscrire massivement dans la journée de grève du 8 février pour obtenir dans nos directions l'ouverture immédiate de réelles négociations sur :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- le contenu, les rythmes et les finalités des réformes au MINEFI
- l'avenir des réseaux de DGI et de la DGCP afin de garantir un maillage territorial la hauteur des besoins des populations et des partenaires du Minéfi
- la réaffirmation de la séparation assiette recouvrement dans le cadre d'un maintien de la proximité pour l'usager.
- le renforcement des droits statutaires et des garanties collectives
- une véritable refonte des grilles indiciaires
- l'amélioration des conditions de travail

**Invertissons les choix au ministère !
Aux impôts, au Trésor avec l'ensemble des fonctionnaires, tous en grève le 8 février !
Luttons ensemble pour gagner !**